RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'écologie, du développement
durable et de l'énergie

**Projet de décret portant modification
de diverses dispositions du titre Ier du livre II du code de l'environnement en matière
de nomenclature et de procédure au titre de la police de l'eau**

NOR : DEVL1225742D

Publics concernés : Tout public, maîtres d'ouvrages publics et privés, collectivités territoriales, services déconcentrés de l'Etat.

Objet : Diverses modifications apportées aux rubriques du tableau annexé à l'article R. 214-1 du code de l'environnement et à la procédure d'instruction des dossiers en matière de police de l'eau.

Entrée en vigueur : les dispositions du présent décret s'appliquent à compter du 1^{er} octobre 2012 sauf les dispositions de l'article 1^{er} et du II de l'article 3 qui entrent en vigueur dès la parution de ce décret.

Notice : le décret apporte des modifications suivantes en matière de nomenclature (art. R. 214-1) et de procédure (R. 214-6, R. 214-32, R. 214-33 et R. 214-35) au titre de la police de l'eau : 1) report au 1^{er} janvier 2013 de l'application aux canaux de la rubrique 3.2.1.0 « entretien de rivières ». 2) création d'une rubrique 3.3.4.0 « Recherche de sites de stockage souterrains de déchets radio-actifs », en conservant la rubrique 5.1.5.0 uniquement pour ce qui concerne l'exploitation de ces mêmes sites. 3) ajout du code SIRET comme pièce constitutive des dossiers de demande d'autorisation et de déclaration. 4) précision concernant la fourniture de l'avis de l'autorité environnementale comme pièce du dossier de demande d'autorisation. 5) création d'une durée maximale de 3 mois du délai fixé par le préfet au pétitionnaire pour fournir des compléments au titre de la complétude en déclaration.

Références : les textes modifiés par le présent décret peuvent être consultés, dans leur version issue de cette modification, sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>). Ce décret est pris en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement .

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre de l'environnement, du développement durable et de l'énergie

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 214-1 à L. 214-4, et R. 214-1 à R. 214-56

Vu l'avis de la mission interministérielle de l'eau en date du 16 décembre 2011,

Vu l'avis du Comité national de l'eau en date du 11 avril 2012,

Le Conseil d'Etat entendu,

Article 1^{er}

L'article 10 du décret du 14 décembre 2007 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

« A la rubrique 3. 2. 1. 0. de l'article R. 214-1, les mots : « du maintien et du rétablissement des caractéristiques des chenaux de navigation » sont supprimés à compter du 1er janvier 2013.

A titre transitoire, les dossiers qui relèveront de la rubrique 3.2.1.0 à compter de cette date, pourront faire l'objet d'une instruction par les services en charge de la police de l'eau dès le 1^{er} janvier 2012.».

Article 2

I. Au III du tableau annexé à l'article R.214-1, il est créé une rubrique 3.3.4.0 rédigée comme suit :

«3.3.4.0. Travaux de recherche de stockages souterrains de déchets radio-actifs :

- a) travaux de recherche nécessitant un ou plusieurs forages de durée de vie supérieure à un an (A) ;
- b) Autres travaux de recherche (D) ».

II. La rubrique 5.1.5.0 est ainsi modifiée :

« 5.1.5.0. Travaux d'exploitation de stockages souterrains de déchets radio-actifs (A) ».

Article 3

I. Le 1^o du II de l'article R. 214-6 est modifié ainsi qu'il suit : « 1^o Le nom et l'adresse du demandeur, et, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, son numéro SIRET ».

II. Au dernier paragraphe du 4^o du II de l'article R.214-6 du code de l'environnement après les mots «, et est accompagnée de l'avis de l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement », il est ajouté «, lorsque cet avis est disponible ».

III. Le 1^o du II de l'article R. 214-32 est modifié ainsi qu'il suit : « 1^o Le nom et l'adresse du déclarant, et, lorsqu'il s'agit d'une personne morale, son numéro SIRET ».

Article 4

I. Le 1^o de l'article R. 214-33 est modifié ainsi qu'il suit :

« 1^o Lorsque la déclaration est incomplète, un accusé de réception qui indique les pièces ou informations manquantes et invite le déclarant à fournir ces pièces dans un délai fixé par le préfet qui ne peut être supérieur à trois mois. Si le déclarant ne produit pas l'ensemble des pièces indiquées dans le délai qui lui est imparti, l'opération soumise à déclaration fait l'objet d'une opposition tacite à l'expiration dudit délai ; l'accusé de réception adressé au requérant lui indiquant de compléter son dossier mentionne cette conséquence ;»

II. Au troisième alinéa de l'article R. 214-35, les mots « incomplet ou » sont supprimés.

Article 5

La directrice de l'eau et de la biodiversité est en charge de l'application du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait le

Pour le Premier ministre,

La ministre de l'environnement, du développement durable et de l'énergie.